



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de **LA CHINE HORS LES MURS n° 45**

SOMMAIRE

Editorial , par Olivier Le Baube.....	2
Tribune , par André Chieng	3
La logistique au service des ambitions chinoises en Afrique , par Jérôme Petit.....	5
Le financement des grands projets pétroliers et gaziers en Afrique , Jean-Marc de Bournonville	7
Transsion Holdings, succès du caméléon chinois en Afrique par le comité France Chine	9
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le comité France Chine.....	11
Chine après le Covid 19 : difficultés structurelles et conjoncturelles , par Vivien Massot	13
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Paul Clerc-Renaud	14

Editorial

Cette semaine s'ouvre à Dakar la 8^{ème} édition du FOCAC (Forum On China Africa Cooperation) qui témoigne de l'activisme de la Chine sur les marchés africains. Cette lettre CHLM N°45, nous avons sauté le numéro 44 peu respectueux de la tradition chinoise, apporte un éclairage sur les raisons des succès des entreprises chinoises sur ce continent et sur les menaces et les dilemmes qu'elles font peser sur la présence et les projets français en Afrique.

En 2060, environ sept cents millions d'êtres humains vivront dans des pays francophones, les trois quarts d'entre eux auront moins de trente ans et seront en Afrique.

La France par son savoir-faire, sa technologie, le respect des personnes, a peut-être encore la chance de se créer une place unique dans ces pays qui ont tant besoin de solidarité pour leur développement durable à travers :

- Une instruction publique de qualité,
- Une gestion saine de leurs ressources naturelles,
- Une agriculture vivrière et raisonnée pour subvenir aux besoins d'une population croissante,
- Un appui pour leurs PME,
- La mise en œuvre d'une politique énergétique durable.

A contrario, faut-il pénaliser nos multinationales en refusant à nos banques de les financer, alors que la Chine concurrente n'a pas ces états d'âme.

Certes, dans ses déclarations la Chine va devenir vertueuse avec l'objectif de zéro émission de carbone en 2060, compte-tenu des problèmes dus à la pollution sur son territoire, nous ne doutons pas de sa bonne foi ; mais le dilemme est le suivant :

Nous privons nos industries extractives de financement et nous prenons deux risques :

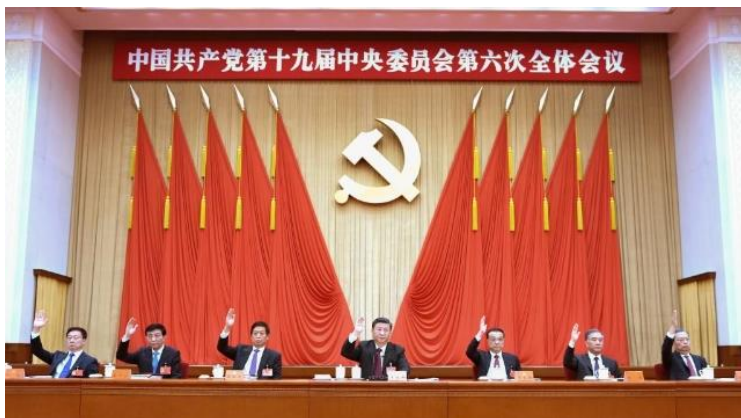
1. Celui de les appauvrir au profit d'un concurrent étranger, alors qu'elles ont besoin de trésorerie pour investir dans la transition énergétique,
2. Celui d'augmenter nos prix de revient industriels à cause d'un coût de l'énergie croissant et de pénaliser notre économie.

En résumé, quand notre concurrent sera vertueux, nous serons morts.

La Chine ne nous impose pas de renoncer ; philosophiquement et écologiquement notre position est louable, mais est-elle compatible avec nos intérêts ?

Olivier Le Baube, CCE Paris

Le 6^{ème} plénum, une lecture de la Résolution



d'autres sujets.

C'est pourquoi il convient de se pencher sur ce texte pour essayer d'en tirer la substantifique moëlle.

L'architecture de cette Résolution s'articule autour de trois blocs principaux : une explication sur l'histoire de la Chine, surtout celle de ces cent dernières années, une analyse des succès et des échecs que le Parti et la Chine ont connus et un exposé des tâches qui attendent le Parti et le pays dans les années à venir.

Le bilan historique que dresse la Résolution n'est pas sans surprises. Après un exposé classique de l'histoire depuis la Chine *semi-féodale semi-coloniale* jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, elle glorifie le génie de Mao qui, après avoir pris le pouvoir lors de la réunion de Zunyi (1935), a adapté le marxisme-léninisme à la réalité chinoise avec la stratégie d'encercler les villes par les campagnes. C'est la victoire définitive de Mao sur les tenants d'une stratégie inspirée par les Soviétiques que prononce la Résolution de 1945. Après l'instauration de la République Populaire de Chine, et après les réformes politiques et économiques mises en œuvre, le Parti se rend compte que la contradiction principale est passée de *l'opposition entre classe ouvrière et bourgeoisie au décalage entre l'aspiration populaire au développement rapide de l'économie et de la culture et l'impossibilité de la satisfaire immédiatement*. Le Parti met en œuvre une politique de développement des forces productives. Malheureusement, les directives du 8^e Congrès n'ont pas été suivies, avec le lancement du Grand Bond en avant, la création des communes populaires, les outrances de la lutte antidroitière, et enfin le lancement de la Révolution culturelle, tous mouvements qualifiés d'*erreurs* qui ont permis à la clique de Lin Biao et de Jiang Qing de commettre leurs *crimes*. La Révolution culturelle est elle-même qualifiée de *désastre*. Jamais auparavant, ces mouvements n'ont été aussi clairement dénoncés par le Parti et la responsabilité de Mao ainsi reconnue.

Sous l'impulsion de Deng Xiaoping, un virage stratégique est pris vers la *réforme et l'ouverture*, justifiant la seconde Résolution. Le Parti met catégoriquement fin à *l'axe de la lutte des classes* et recentre l'effort sur le développement économique. La contradiction principale est celle existant entre *les besoins matériels et culturels croissants de la population et le retard de la production sociale*. C'est le socialisme aux couleurs de la Chine que promeut Deng et qui a guidé le pays au cours de ces quarante dernières années ! L'objectif fixé par Deng – l'avènement d'une société d'aisance modeste – a pu être atteint lors du premier centenaire (celui du Parti). Un premier chapitre se ferme alors et un nouveau s'ouvre.

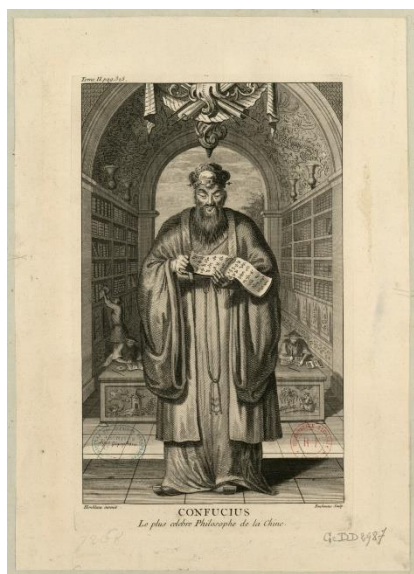
Il ne faut pas croire que le chemin qui commence dans cette *nouvelle ère* soit facile. De nombreuses difficultés se présentent, nécessitant de nouveaux traitements. **Le développement économique doit être centré sur la qualité plutôt que la quantité, il doit être durable et corriger les déséquilibres qui se sont creusés dans l'écologie et la société. Son moteur principal doit être l'innovation.** Le 5^e plénum a défini les trois grandes batailles les plus pressantes : la prévention et la résorption des risques majeurs (notamment les risques financiers liés à un endettement excessif), l'élimination ciblée de la pauvreté et la lutte contre la pollution environnementale. La politique de réforme et d'ouverture doit être maintenue, mais après les succès les plus faciles de la réforme, celle-ci est entrée dans une *zone d'eaux profondes*. La Résolution donne une liste de treize chantiers à attaquer qui commencent par le maintien de la direction du Parti et l'application d'une discipline rigoureuse en son sein. Ils englobent le développement économique, l'approfondissement de la réforme et de l'ouverture, l'édification politique, la gouvernance de l'Etat en vertu de la loi, la culture, la société, la civilisation écologique, la défense nationale, la sécurité nationale, le principe *un pays deux systèmes* incluant la réunification de la patrie et les relations internationales.

Dans les circonstances présentes, **la contradiction principale se situe entre l'aspiration croissante de la population à une vie meilleure et un développement déséquilibré et insuffisant.** Pour résoudre les immenses difficultés qui se présentent à la Chine, Xi définit un objectif : *la réjuvenation de la nation chinoise* et

pour y arriver, une pensée : *le socialisme à la chinoise pour une nouvelle ère.*

La première conséquence concrète de cette Résolution est celle que tout le monde attendait : il faut que dans cette conjoncture compliquée l'auteur de cette pensée soit maintenu au pouvoir. Beaucoup s'en tiennent là. Pourtant, il y a d'autres informations à glaner, qui jettent une lumière sur l'avenir. Ainsi, à ceux qui considèrent que le Parti, n'ayant pas de légitimité démocratique pour se maintenir au pouvoir, a un besoin absolu de croissance économique au risque de détruire l'environnement, la Résolution répond que la croissance quantitative du PIB n'est plus la priorité et que les objectifs quantitatifs doivent céder le pas aux critères qualitatifs. Parmi ceux-ci, la protection de l'environnement figure au premier plan et fait même partie des trois *grands combats prioritaires* déjà définis par le précédent plénum. **A ceux qui craignent un repli de la Chine sur elle-même, la Résolution dit clairement : l'ouverture mène au progrès et la fermeture conduit à la régression.**

Mais il y a plus. Quel est l'apport théorique de Xi Jinping, qu'est-ce qui fait le cœur de sa pensée ? C'est son attachement à la Chine, mais qu'est-ce qui fait la Chine ? C'est sa culture. Par ailleurs, Xi est communiste. Or tout le « narratif » de l'histoire récente de la Chine est fait pour démontrer que c'est le Parti Communiste qui a sauvé la Chine et que lui seul pouvait le faire. **L'apport théorique de Xi repose donc sur sa réussite à concilier la pensée chinoise la plus classique avec la doctrine communiste, quitte à tordre cette dernière.** Quelle est la leçon des deux précédentes Résolutions ? C'est que dans les deux cas, Mao par sa stratégie d'encercllement des villes par les campagnes et Deng par son adaptation des principes du marxisme à la réalité économique du pays aboutissant au *socialisme à la chinoise* ont dû leur succès à la sinisation de principes qui n'étaient pas nés en Chine. C'est une constante dans l'histoire de la Chine. On se rappelle ainsi que le bouddhisme initial, sous sa version dite du Petit Véhicule, a raté son entrée en Chine et qu'il n'a pu s'y développer qu'en s'adaptant à la culture chinoise sous sa version du Grand Véhicule. A contrario, l'échec des jésuites d'adapter le catholicisme à la Chine, tentative provoquant la fameuse Querelle des Rites et le rejet de cette stratégie par la papauté, a ôté toute chance au catholicisme de devenir la religion chinoise dominante



Entretiens de Confucius, le Mencius, la Grande Etude) que François Jullien a traduit en lui adjoignant ce sous-titre : *la régulation à usage ordinaire.*

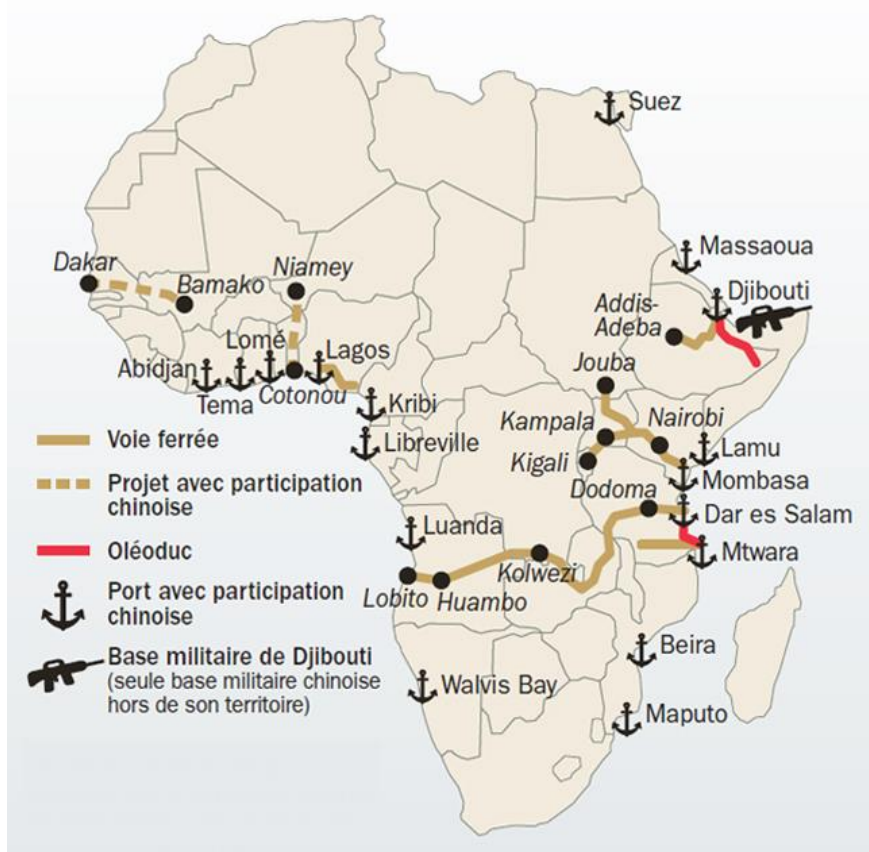
Une des caractéristiques essentielles de la pensée chinoise, qui la différencie de la pensée occidentale, est la recherche de la voie moyenne. Alors que l'Occident recherche le Vrai, le Bien et – l'ayant trouvé ou cru trouver – cherche à le maximiser (*il ne peut y avoir « trop » de démocratie*), la Chine pense que tout excès est néfaste (Confucius : *dépasser ne vaut pas mieux que ne pas atteindre*). Suivre la Voie, c'est maintenir partout et toujours un équilibre (de Shun, l'empereur mythique considéré par les Chinois comme le parangon des vertus, Confucius disait : *il considérait les extrêmes et choisissait le milieu pour s'en servir à l'égard du peuple*). Si on utilise cet éclairage, les décisions récentes de la Chine prennent un autre relief. La lutte des classes était nécessaire au début de la Révolution mais s'y attacher sans relâche comme l'a fait Mao était un erreur et la pousser à son extrême comme la Bande des Quatre fut un crime. L'allocation des ressources doit être confiée au marché, mais la régulation doit en être assurée par l'Etat. Il faut permettre à certains de s'enrichir mais il faut éviter les trop grands déséquilibres de richesse, car l'harmonie de la société suppose la *prospérité commune*. Les sociétés d'Etat sont les piliers de l'économie socialiste mais on ne peut se passer des entreprises privées, etc. Pour interpréter la politique chinoise, il faudra non seulement étudier les écrits de Marx mais aussi le *Zhong Yong*, l'un des quatre grands classiques chinois (avec les

André CHIENG, CCE Beijing

Spécial Afrique

La logistique au service des ambitions chinoises en Afrique

Le commerce Chine-Afrique a connu une croissance forte au cours des vingt dernières années, à tel point que la Chine est désormais devenue, pour la plupart des pays africains, le premier partenaire commercial, remplaçant les partenaires commerciaux historiques situés principalement en Europe. Cependant, la période de crise sanitaire de début 2020 à début 2021 a ralenti les échanges entre la Chine et l'Afrique ainsi que les projets d'infrastructures et d'investissements du fait de la fermeture des frontières. Le commerce de et en direction de la Chine a toutefois connu une rapide reprise en 2021, même si la normalisation du trafic est retardée en raison des coûts d'expédition élevés et du manque de disponibilité des conteneurs.



Chemins de fer, routes, ports... L'offensive chinoise. Une carte publiée par Challenges, en novembre 2018

d'infrastructures portuaires en se positionnant comme une alternative crédible aux constructeurs français comme Vinci, Eiffage ou Bouygues et a remporté plusieurs marchés d'envergure sur les principaux ports africains avec une vingtaine de ports construits depuis les années 2000.

Des entreprises comme CHEC ont notamment réalisé les extensions portuaires de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Ghana et sont positionnées sur les principaux projets prévus pour les prochaines années dans les ports de N'Dayane au Sénégal ou Lekki au Nigeria.

Par ailleurs, la chaîne de valeur du secteur maritime est devenue dépendante, comme dans de nombreux secteurs, des fournisseurs chinois, notamment en ce qui concerne les engins de manutention, avec les parts de marché croissantes de fournisseurs tels que ZPMC qui représente 70% du marché des grues et équipements mobiles de levage.

En parallèle, les entreprises chinoises se sont également investies dans **la gestion des terminaux conteneurs et conventionnels**, notamment en concluant des partenariats capitalistiques avec des opérateurs existants. Il faut toutefois

Au niveau macroéconomique, l'économie chinoise exporte vers l'Afrique toutes sortes de biens de consommation et d'équipements, tout en important des matières premières comme le cuivre et le cobalt, du pétrole bien sûr ainsi que des *matières premières douces*

Dans les secteurs de **la logistique maritime, terrestre et ferroviaire**, la présence chinoise s'est intensifiée depuis ces deux dernières décennies, et se manifeste à travers tout le continent, tant au niveau des investissements en infrastructures que dans les fournitures de services ou dans les activités opérationnelles. Certains pays, comme le Nigeria, le Kenya, la Côte d'Ivoire ou les pays de la corne de l'Afrique concentrent toutefois une grande partie des investissements du secteur.

En effet, concomitamment à ses différents projets liés aux matières premières (mines, pétrole, gaz et agriculture), la Chine est devenue un entrepreneur majeur d'infrastructures, présent dans de nombreux projets à grande échelle, avec un focus sur les infrastructures logistiques et portuaires.

En premier lieu, la Chine a exporté son savoir-faire dans **la construction**

noter que ces entreprises ne sont pas encore, à ce stade, positionnées comme opérateurs uniques de terminaux portuaires. A titre d'exemple, on peut citer la présence d'investisseurs et de partenaires chinois tels que China Merchants Group dans les activités de gestion de terminaux du Groupe Bolloré à Lagos ainsi qu'en partenariat avec MSC au Togo ou CHEC à Kribi au Cameroun.

En plus de la partie **maritime**, menée par l'armateur Cosco, 4^{ème} opérateur mondial (2020), de plus en plus présent sur les « ranges » africains avec plusieurs dessertes hebdomadaires, on voit désormais arriver en Afrique sur **les opérations logistiques terrestres** à la fois des filiales de grands groupes chinois de transport maritime et de logistique ainsi que des transitaires chinois de petite et moyenne taille. Les premiers ont tendance à suivre des projets d'infrastructure ou d'exploitation minière impliquant d'importants volumes d'importation d'équipements et de matériel tels que Cosco pour la Bauxite en Guinée ou Sinotrans pour le Cuivre/cobalt sur le corridor Lobito/Katanga. Les seconds sont plus opportunistes et suivent le développement de projets de taille moyenne grâce à leur Guanxi en Chine et des bureaux locaux récents dans certains pays africains.

En termes de **financements**, la Chine a également déployé, via ses institutions financières, une véritable politique de financement de projets qui lui assure une place prépondérante dans le déploiement des nouvelles infrastructures logistiques et portuaires sur le continent via l'EXIM Bank entre autres. A titre d'exemple, le projet portuaire de Lamu au Kenya illustre bien la capacité chinoise à financer des projets *greenfield* sur le continent.

La logistique extra-portuaire fait également partie du périmètre d'action des entreprises chinoises en Afrique permettant d'assurer une présence chinoise tout le long des chaînes d'exportation. Outre les 6000 à 8000 km de routes construites par les entreprises chinoises en Afrique durant ces dernières années, on peut également citer, en Afrique de l'Est par exemple, la ligne de chemin de fer Mombasa-Nairobi-Naivasha qui a été financée par des prêts souverains chinois et construite par des entreprises chinoises pour le transport de près de 22 millions de tonnes de fret par an. Ou dans le même registre la ligne ferroviaire Djibouti-Addis.

Dans ce projet Kenyan, la maîtrise d'œuvre est assurée par CRBC, et l'exploitation de la ligne a été confiée, pendant les 5 premières années, à Africa Star Railway Operation Company Ltd, société dont l'actionnaire majoritaire est la maison-mère de la CRBC, la CCCC. Avec une rentabilité socio-économique remise en question dès l'origine du projet par la Banque Mondiale, cette ligne de chemin de fer illustre la volonté chinoise d'assurer une présence et un financement dans le secteur logistique malgré les impacts à court terme sur les finances des Etats concernés.

Compte tenu de la résilience des pays africains face à la pandémie et aux importantes perspectives de croissance annoncées par le FMI et la banque mondiale pour les prochaines années, on peut s'attendre à la poursuite des investissements chinois dans les secteurs de la logistique maritime, terrestre et ferroviaire, en appui notamment des filières d'exportation de matières premières, nécessaires à la poursuite de la croissance chinoise.

Jérôme Petit, CCE Hauts de Seine

Spécial Afrique

Le financement des grands projets pétroliers et gaziers en Afrique

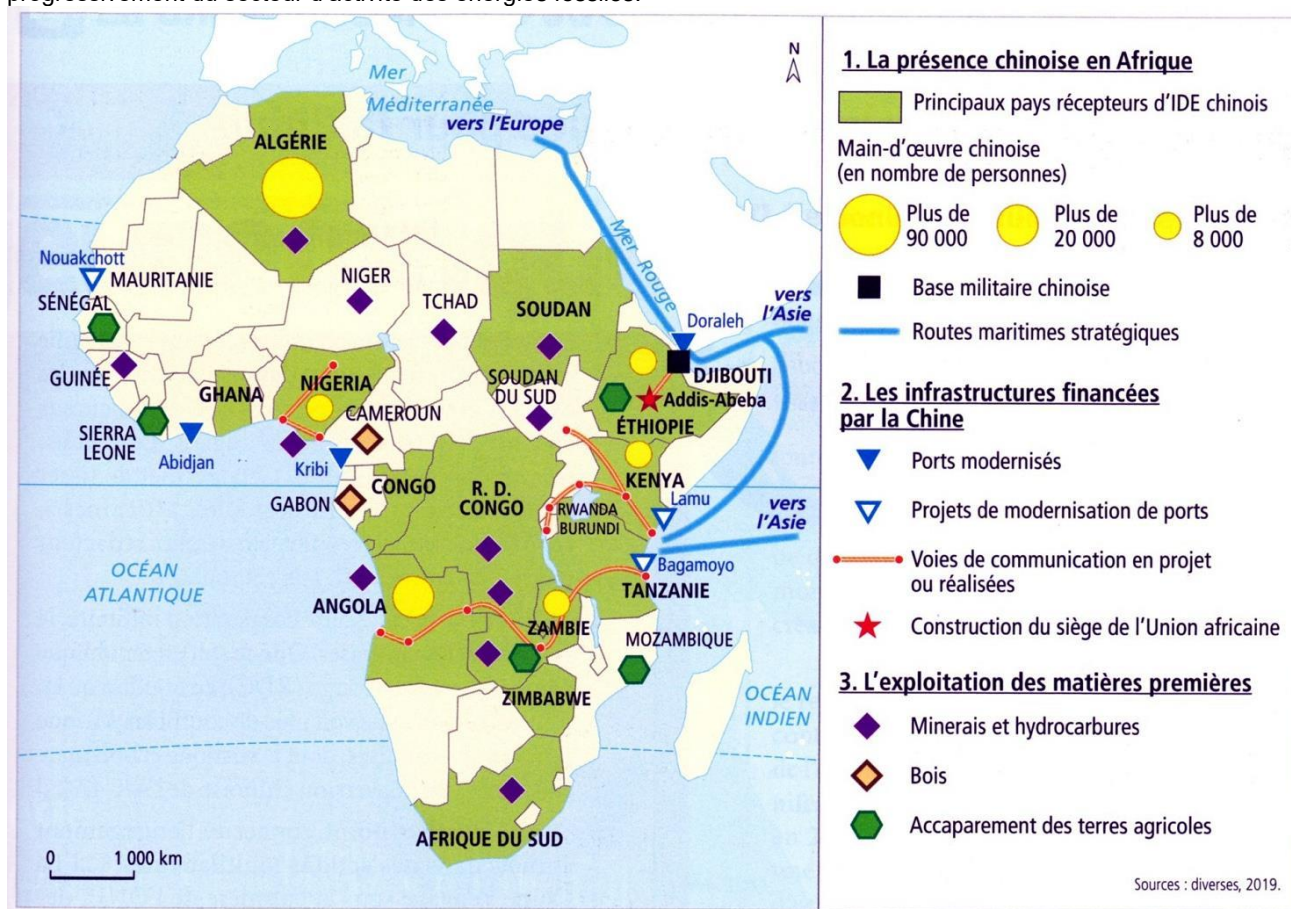
Beaucoup de questions concernant le financement des énergies fossiles, apparaissent après la dernière COP 26 qui s'est dernièrement déroulée à Glasgow.

24 pays et acteurs publics se sont engagés à arrêter dès 2022 de financer avec de l'argent public la plupart des projets d'extraction et de production de gaz, de pétrole ou de charbon.

« Il ne s'agit pas d'un accord pour 2030 mais dès la fin de 2022 » s'est félicité Vivienne Yeda directrice générale de la banque de développement de l'Afrique de l'Est.

L'AFD et la BEI ont signé l'accord mais ni la France ni l'Europe ne l'ont ratifié. Toutefois à la fin de conférence, la France, par un tweet de la ministre de la transition écologique, a annoncé sa volonté de renoncer dès 2022, à tout financement d'extraction de charbon, de gaz et de pétrole à l'international.

Les banques françaises confrontées à la pression d'une partie des opinions publiques et des ONG se désengagent progressivement du secteur d'activité des énergies fossiles.



En Afrique de l'Est, sur le projet pétrolier de TOTAL en Ouganda, onze banques se sont retirées. Une holding spéciale a été montée pour ce projet EACOP (East African Crude Oil Pipeline) ; Total possède la majorité des parts, les autres partenaires sont la China National Offshore Oil Corporation et les sociétés nationales pétrolières d'Ouganda et de Tanzanie.

Le financement du projet n'est donc pas finalisé et ce, malgré les engagements du groupe sud-africain Standard Bank, de la Sumito Mitsui du Japon et de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine.

Le gouvernement d'Ouganda a validé ce projet.

Mais confronté dans le même temps au retrait du monde bancaire sur ce type de projet et à la pression des organisations environnementales, les marges de manœuvre de Total se réduisent.

Comme dans tous ses projets à l'international, Total entraîne dans son sillage d'autres entreprises françaises, européennes et, bien sûr, locales.

Que deviendra ce projet souhaité par les autorités Ougandaises et Tanzanienne ?

Quelle sera l'attitude de la Chine très active et ambitieuse sur le continent africain. Dans ce méga projet en Afrique de l'Est, l'entreprise chinoise est partenaire, mais les difficultés de financement pourraient modifier ses ambitions.

Sur le climat, la Chine a signé avec Washington lors de la conférence de Glasgow une « déclaration conjointe sur le renforcement climatique ».

Le lendemain de Glasgow, la politique de la Chine revenait sur la scène avec, d'une part, un message de satisfaction sur le résultat encourageant de la conférence et, d'autre part, des critiques à l'égard des pays riches pour ne pas avoir tenu leurs engagements financiers vis-à-vis des pays pauvres.

Nous verrons et suivrons l'évolution de ce dossier sachant que dans ses interventions sur l'Afrique, la Chine a toujours lié les trois sujets : le commerce, la politique et la diplomatie ; néanmoins demeure pour nos entreprises cette éternelle question qui ne se pose pas que pour la Chine mais également pour d'autres pays : concurrent ou partenaire ?

A suivre

Jean-Marc Brault de Bournonville, CCE Nouvelle Aquitaine

**Lettre La Chine Hors les Murs -
Septembre 2021
TRANSSION HOLDINGS (传音控股)**

Le succès par une stratégie d'adaptation aux marchés émergents



Origine et création de TRANSSION HOLDINGS

TRANSSION HOLDINGS, basée à Shenzhen, a été fondée en 2006 à Hong Kong et possède des centres de R&D à Shanghai, Shenzhen et Chongqing (où se trouve également une usine de fabrication). Il s'agit à l'origine d'une entreprise privée spécialisée dans le développement, la fabrication, la vente et les services de produits de communication mobile. La société est connue pour ses marques de téléphones d'entrée à milieu de gamme TECNO (2006), ITEL (2007) et INFINIX (2012), mais également pour ses produits d'Internet mobiles, et marques de produits IoT ORAIMO et électroménagers SYINIX, vendus sur les marchés émergents et plus particulièrement en Afrique.

TRANSSION s'insère parfaitement dans la stratégie chinoise de la BRI (*Belt and Road Initiative*) et bénéficie d'un soutien des autorités chinoises. Entre novembre 2020 et août 2021, TRANSSION a obtenu 277 M de RMB (38,2 M EUR) de subventions gouvernementales chinoises. Des ministres et consuls chinois se sont rendus dans des usines de TRANSSION en Ethiopie, ou au Pakistan à Karachi, ce qui fut l'occasion d'évoquer la coopération Chine-Pakistan dans le cadre du CPEC (*China-Pakistan Economic Corridor*).

TRANSSION HOLDINGS est devenue en septembre 2019 une société cotée en bourse en s'inscrivant au STAR Market de Shanghai. La part de l'entreprise sur le marché mondial des téléphones mobiles en 2020 était de 10,6 % (4^{ème} rang des fabricants mondiaux). En ce qui concerne plus spécifiquement les smartphones, l'entreprise possédait 4,7 % du marché mondial (7^{ème} rang). Son chiffre d'affaires en 2020 était de 37,8 Mds RMB (soit 5,2 Mds EUR ; + 49,1 % par rapport à 2019).

Le fondateur de TRANSSION HOLDINGS à l'écoute du marché. ZHU Zhaojiang (竺兆江), fondateur de TRANSSION en 2006 est devenu son PDG depuis août 2013. M. ZHU avait travaillé par le passé à NINGBO BIRD, entreprise fondée en 1992 et spécialisée dans la vente de pagers et portables bon marché en Chine continentale. En 2006, ces derniers n'étant plus adaptés au marché chinois, devenu plus mature, ZHU Zhaojiang s'est intéressé alors plus spécifiquement aux marchés émergents pour vendre ces portables bon marché. M. ZHU a fait bénéficier à TRANSSION de cette expérience acquise à l'époque de NINGBO BIRD, de vente de produits à prix raisonnables sur les marchés émergents.

Notoriété de TRANSSION HOLDINGS sur les marchés émergents et plus particulièrement le marché africain

TRANSSION HOLDINGS ne vend pas en Chine mais cible les marchés émergents avec un faible taux d'utilisation de téléphone portable par habitant, et qui n'ont pas besoin dans un premier temps de téléphones sophistiqués. En Asie du Sud, TRANSSION est entrée en 2016 sur les marchés : indien (avec en 2020, 5,1 % des parts du marché des smartphones, au 6^{ème} rang dans le pays), pakistanais (usine à Karachi) et en 2020 plus de 40 % des parts de marché des smartphones, au 1^{er} rang du pays. Au Bangladesh, numéro 1 avec 18,3 % des parts de marché et une usine depuis 2018. Au Moyen-Orient, la marque TECNO était numéro deux derrière SAMSUNG fin 2021 (avec 13 % de parts du marché) suivie par XIAOMI (11 %), ITEL (10 %) et INFINIX (9 %). Ces dernières années, TRANSSION est également entrée sur d'autres marchés : Brésil, Russie, Turquie (usine à Istanbul), ou en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Indonésie).

TRANSSION HOLDINGS s'est avant tout fait un nom en Afrique où l'entreprise a fait ses premiers pas et est devenue depuis un leader incontesté. En 2007, elle a lancé sa première marque de téléphone mobile, le TECNO

780 au Nigéria. A partir de 2008, elle avait déjà des filiales dans sept pays d'Afrique et une unité d'assemblage au Nigéria. En 2011 en Ethiopie, une usine de fabrication a été lancée. Fin 2017, elle est devenue numéro 1 du marché africain des smartphones, avec une part de marché dépassant celle de SAMSUNG (48,2% en 2020). Quant au marché des portables non-smartphones, TRANSSION occupe plus de 60 % des parts du marché. Selon le classement 2021 Brand Africa 100, sur 100 marques dans différents secteurs, TECNO, ITEL et INFINIX occupaient respectivement les 6^{ème}, 21^{ème} et 25^{ème} rangs du top 100. En avril 2021, le consul général de Zambie à Guangzhou a exprimé son souhait de l'installation d'une usine en Zambie.

Succès inégalé dû à l'adaptation des produits de TRANSSION aux caractéristiques locales du marché

TRANSSION HOLDINGS a connu ce succès en sachant adapter très tôt les caractéristiques de ses téléphones aux besoins du marché africain : prix faible, prise en charge de plusieurs langues africaines (swahili, haoussa...) ou/et de clavier amharique (pour l'Ethiopie pour la marque TECNO), fonction calibrant l'exposition des appareils photos pour les tons de peau plus foncés, double carte SIM très demandée, batterie longue durée s'adaptant aux faibles taux d'électrification de l'Afrique et aux coupures de courant, revêtement spécifique pour les téléphones TECNO résistant à la corrosion des liquides dont le PH>3,5 pour que la sueur des utilisateurs ne nuise pas à la reconnaissance des empreintes digitales.

TRANSSION HOLDINGS s'adapte par ailleurs aux évolutions du marché pour conserver un avantage concurrentiel. Face au développement des infrastructures 4G ou 5G, TRANSSION conçoit de nouveaux produits, services de téléphonie et d'Internet mobile, et diversifie ses marques et gammes d'accessoires. TRANSSION a également établi un partenariat stratégique avec TENCENT ou NETEASE pour développer des applications comme l'agrégateur de nouvelles Scooper, le moyen de paiement mobile PalmPay et deux produits extrêmement populaires en Afrique : Boomplay, la plateforme de streaming en Afrique hébergeant le plus vaste catalogue de musique africaine en ligne au monde, avec en juillet 2020 pas moins de 95 M d'utilisateurs. Précisons également Vskit, une application de courtes vidéos en swahili, bambara, anglais et français avec plus de 12M d'utilisateurs en 2019, utilisée dans 27 pays d'Afrique. Enfin, TRANSSION a une branche de Venture Capital appelée Future Hub qui investit dans les entreprises innovantes de nouvelles technologies et tendances en phase de démarrage sur le continent africain.

TRANSSION HOLDINGS a ainsi réussi à éviter la publicité négative dont de nombreuses entreprises chinoises ont souffert en Afrique, en s'adaptant aux demandes spécifiques des consommateurs africains et d'autres marchés émergents à l'inverse de marques comme APPLE. Contrecarrant le récit d'une Chine prédatrice qui ne comprend pas les coutumes locales, TRANSSION contribue au *soft power chinois* en Afrique. Cependant, l'entreprise a subi son premier revers public en août 2020 lorsqu'il a été révélé que plus de 200 000 des smartphones Tecno W2 avaient été préinstallés avec un logiciel chinois malveillant nommé Triada. Il s'agit d'un problème récurrent dans les portables abordables fabriqués par des entreprises chinoises. TRANSSION a déclaré que le responsable était un fournisseur tiers non identifié dans la chaîne d'approvisionnement.

Comité France Chine

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Brèves politico-économiques

- Les Présidents Emmanuel Macron et Xi Jinping se sont entretenus au téléphone le 26 octobre 2021. Xi Jinping a évoqué la coopération dans des domaines traditionnels de l'énergie nucléaire civile, l'aviation et l'aérospatial, la conservation de la biodiversité, et dans d'autres secteurs tels l'IA, la biopharmacie, les affaires maritimes. De son côté, Emmanuel Macron a rappelé le souhait de la France et de l'UE d'obtenir une plus grande réciprocité, notamment en matière d'accès au marché. Comme aires de coopération, l'agro-alimentaire, la protection de la biodiversité, la lutte contre la pandémie, et le soutien économique aux pays en développement ont été cités. (Communiqué de l'Elysée ; 26/10/2021 *China Daily*)
- Du 5 au 6 octobre 2021 s'est tenu le Forum « Ambition Africa 2021 » organisé par Business France. Il a notamment été question du déclin de la France par rapport à la Chine en Afrique : les stocks d'IDE de Chine et de Hong Kong pris ensemble dépassent ceux de la France ; la France est le deuxième fournisseur de l'Afrique (30 Mds EUR sur 2018-2020) derrière la Chine (111 Mds EUR) ; enfin, la France achète peu à l'Afrique tandis que la Chine est le premier importateur de produits africains (achats de 78 Mds EUR en 2020). (07/10/2021, *Les Échos*)

Contrats et partenariats

- Le groupe chinois TSINGSHAN HOLDING s'est associé au projet d'extraction de lithium en Argentine de l'entreprise française ERAMET en y injectant 400 M USD. ERAMET conserve un actionariat majoritaire à 51,1 %. La construction de la mine devrait débuter au deuxième trimestre 2022. TSINGSHAN HOLDING est déjà associé à ERAMET dans le cadre d'une joint-venture pour le gisement Weda Bay Nickel en Indonésie. (Communiqué officiel d'Eramet, brève hebdomadaire du 8 novembre 2021 du SE de l'Ambassade de France en Chine).
- Le Comité International Olympique (CIO) a octroyé à ALIBABA la majorité des appels d'offre pour les services de cloud (plateformes médias, services en ligne, billetterie et e-commerce) liés à l'organisation des JO de Paris 2024. Ce choix a fait débat en septembre lors d'une réunion organisée par le cercle européen de la sécurité des systèmes d'information. Il s'agissait d'évaluer la cybersécurité proposée par ALIBABA, la politique de confidentialité d'Alibaba Cloud en Europe spécifiant que les données personnelles de ses utilisateurs peuvent être transférées, entre autres vers le territoire chinois. (Brève hebdomadaire du 27 septembre 2021 du SE de l'Ambassade de France en Chine, l'Est Républicain)
- Le fonds d'investissement LBO FRANCE et la société chinoise de capital investissement HAIXIA CAPITAL ont signé un protocole d'accord afin de créer un programme d'investissement franco-chinois de 500 M EUR qui permette d'investir dans des sociétés à fort potentiel de développement en Chine et en Europe. Basée principalement à Fuzhou et Pékin, HAIXIA CAPITAL gère 6,9 Mds EUR sous gestion à fin 2020. (21/10/2021, *Le Figaro*).
- Le groupe de luxe FOSUN FASHION GROUP a changé de nom pour devenir « Lanvin Group » et faire ainsi directement référence à la maison de couture de 132 ans. Il a également accueilli deux nouveaux investisseurs (ITOCHU Corporation et Stella International), désormais valorisé à 1 Md USD. (12/10/2021, *Journal du Luxe*).
- Le 11 octobre, les DOMAINES BARONS DE ROTHSCHILD – LAFITE et la société d'importation shanghaienne HAIBO SUPPLY CHAIN ont signé un partenariat stratégique : HAIBO SUPPLY CHAIN

obtient notamment le statut d'importateur exclusif de la marque bordelaise Château Paradis Casseuil. (Putaojiu ; 25/10/2021 Infos marché de Business France)

Implantations et investissements croisés

- LYNK & CO, la nouvelle marque moitié suédoise moitié chinoise de VOLVO et GEELY, s'apprête à s'installer en France, avec pour premier modèle un SUV hybride rechargeable. Deux magasins seront ouverts à Paris et d'autres en province à partir de 2022. (18/10/2021, *Automobile Magazine* ; 02/11/2021, *Les Échos*)
- ZADIG & VOLTAIRE a racheté en septembre son partenaire local en Chine (elle avait depuis 10 ans une joint-venture avec IT Group) et la nouvelle société a été nommée « SÀDIGE ». Peu présente en Asie, la société veut en effet accélérer son activité en Chine (qui représente moins de 5 % des ventes actuelles). (10/10/2021, *Les Echos*)
- Le 9 octobre, l'ambassadeur de France en Chine M. Laurent Bili a assisté avec le gouverneur du Yunnan à la signature d'un accord d'investissement entre la société PUY DU FOU ASIA et la préfecture autonome Bai de Dali. Cet accord pose ainsi les bases pour la mise en place d'un futur parc à thème historique, une déclinaison chinoise du modèle vendéen de PUY DU FOU, valorisant l'histoire et la culture locales. (9/10/2021, Compte LinkedIn officiel de l'Ambassade de France en Chine)
- Le 4 novembre, AIRBUS a signé un accord tripartite avec la Tianjin Free Trade Zone et AVIC pour une évolution de la chaîne d'assemblage finale (FAL) des monocouloirs de la famille A320, afin de produire des A321neo à partir du T3 2022. C'est également lors du salon aéronautique de Zhuhai tenu fin septembre 2021, qu'AIRBUS a annoncé la première livraison d'un équipement de fuselage A320 à la FAL de Tianjin issu de la coopération avec XI'AN AIRCRAFT INTERNATIONAL TIANJIN CORP (groupe AVIC). (Brève hebdomadaire du 1^{er} novembre 2021 du SE de l'Ambassade de France en Chine, *Xinhua, China Daily*).

Autres initiatives de coopération

- La 4^{ème} édition de la CIIE (*China International Import Expo*) s'est tenue à Shanghai du 5 au 10 novembre. Un total de 281 entreprises Fortune 500 étaient présents. Parmi les acteurs français, se trouvaient notamment pour l'agroalimentaire, DANONE, SAVENCIA, PERNOD RICARD, LESAFFRE, REMY COINTREAU, LACTALIS ; pour les produits de consommation, L'OREAL, DECATHLON, RICHEMONT ; pour la santé, BIOMERIEUX, ESSILOR, pour les technologies de l'information et l'industrie intelligente, SCHNEIDER ELECTRICS. Dans le cadre de cet événement, plusieurs contrats de maintenance, réparation et révision (MRO) dans le domaine de l'aéronautique ont été annoncés entre CHINA EASTERN AIRLINES et SAFRAN LANDING GEAR SYSTEMS, XIAMEN AIRLINES et CFM, ainsi qu'AIRBUS et CHINA SOUTHERN AIRLINES. (Site officiel de la CIIE ; 10/11/2021, *China Daily* ; Brève hebdomadaire du 8 novembre 2021 du SE de l'Ambassade de France en Chine).

Chine après la Covid-19 : difficultés structurelles et conjoncturelles

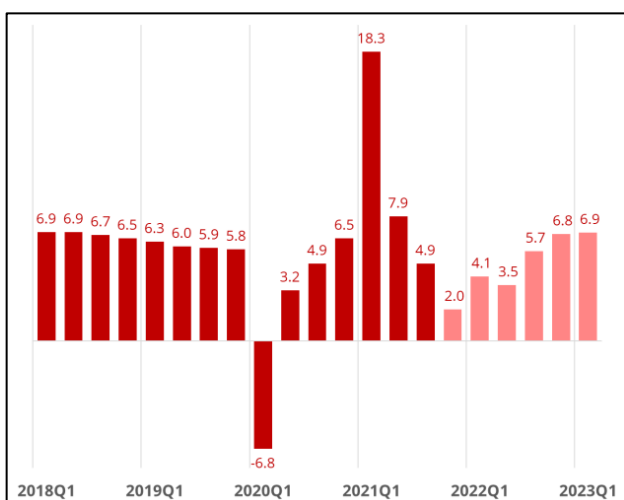
La Chine a été le premier pays à entrer dans la crise pandémique, puis à en sortir – temporairement –, et enfin à subir les conséquences de la normalisation logique de ses politiques économiques. Nos mesures quantitatives développées pour la Chine indiquent finalement que les autorités seront en mesure de gérer les conséquences des difficultés financières sévères du secteur immobilier, sans toutefois éviter un ralentissement durable de la croissance économique, tandis qu'en contrepartie d'une meilleure notation des risques économiques et financiers, les facteurs de risques politiques et souverains vont dominer.

Les principaux enjeux de l'économie chinoise s'articulent actuellement autour du besoin reconnu de transformation structurelle (tel qu'exprimé dans le 14^{ème} Plan quinquennal 2021-2025), incluant une accélération technologique, le renforcement de la demande intérieure dans la croissance, les impératifs liés au changement climatique, et la nécessité de créer des entreprises leaders mondiales tout en réduisant leur niveau excessif de crédit. En parallèle, ces transformations structurelles sont associées à un renforcement évident du rôle et de l'influence du Parti Communiste Chinois, avec des implications sur le contrôle du secteur technologique (Ant/Alibaba, Didi...) et en termes de domination idéologique, dans un contexte de rivalité durable avec les Etats-Unis. La perception du rôle des investisseurs étrangers par les autorités chinoises a significativement évolué, comme l'indique le double objectif de renforcement de la demande interne (« *internal circulation* », avec l'intégration en amont de la valeur ajoutée de secteurs stratégiques) et du leadership technologique.

Les politiques monétaire et budgétaire ont été ajustées vers une nouvelle « normale » ; la confiance des ménages continue à être en partie affectée par les reprises répétées de clusters de cas de Covid-19 imposant des confinements temporaires et localisés très stricts. Les secteurs de l'immobilier et de la construction étaient déjà touchés par la mise en œuvre (en 2020) des « trois lignes rouges » définissant trois ratios financiers que tous les promoteurs immobiliers devaient respecter en 2021. Cette combinaison a induit un ralentissement conjoncturel visible dès le début de 2021.

Les autorités recherchent désormais un « juste équilibre » entre la poursuite des changements structurels et leur contraintes connexes d'une part, et le soutien de l'activité économique par des politiques plus volontaristes d'autre part. L'effondrement financier de grands promoteurs immobiliers (Evergrande, Fantasia) et les coupures d'électricité créées par le contrôle de la production de charbon ont renforcé les difficultés. Pour ces derniers, la réponse à court terme du gouvernement a été d'ordonner une nouvelle augmentation de la production de charbon et d'électricité au cours des mois d'hiver, donc peu susceptibles de créer un choc d'offre. La question de l'immobilier est plus complexe, car ce secteur est caractérisé par un endettement massif et un besoin permanent de refinancement de son capital. De plus, des mécanismes (contreproductifs) d'incitations ont été mis en place pour lever des fonds au niveau des gouvernements locaux, alors même que ce domaine d'activité est particulièrement sujet à la corruption. Il semble donc fortement improbable que les autorités proposent un plan global de soutien ou de renflouement, mais elles s'attacheront principalement à contenir les conséquences sur (1) le système financier et les banques chinoises, dont la rentabilité reste favorable, et (2) le mécontentement des ménages entraînés dans des restructurations inévitables. Globalement, le ralentissement de la demande et la prudence sur les dépenses d'investissement vont rester de mise.

Illustration 1 : Chine - Croissance du PIB (% glissement annuel)



Source : TAC ECONOMICS 1

La croissance économique a ainsi largement ralenti au cours du troisième trimestre 2021 et restera faible au quatrième trimestre, ramenant la croissance annuelle moyenne du PIB de 2021 en dessous de +8% (en glissement annuel). En apparence décevante, la croissance s'affaiblira encore en 2022 vers un rythme en ligne avec les tendances de moyen terme (c'est-à-dire proche de 5% par an). A cela s'ajoute l'objectif de la Chine de relocaliser certaines productions *upstream* considérées comme « stratégiquement importantes », suggérant clairement un effet d'entraînement moindre sur le commerce international, avec un effet collatéral sur la baisse des prix des matières premières.

Vivien Massot, Comité Inde des CCEF

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Informatique & Nouvelles technologies

- 12 entreprises chinoises ont établi mercredi à Tianjin une plateforme d'innovation pour la transformation numérique de l'automobile, sous la direction de la Commission de supervision et d'administration des actifs d'État (SASAC) du Conseil des affaires d'État. La plateforme contribuera aux percées dans les technologies de pointe de l'industrie automobile (Global Times, 14/10)
- Le géant chinois de la technologie Alibaba a dévoilé sa nouvelle unité centrale de traitement (CPU) polyvalente, le Yitian 710, qui fera partie de ses serveurs Panjiu qui gèrent les opérations de cloud computing de la société, rapporte le South China Morning Post. Ce développement souligne les efforts d'autonomie de la Chine dans le domaine des semi-conducteurs et le déploiement à l'échelle nationale d'une infrastructure numérique améliorée (South China Morning Post, 20/10)
- La Chine a annoncé son intention de restructurer trois producteurs de terres rares en une entreprise d'État contrôlant près de 70 % du quota de production nationale de ces produits essentiels à la fabrication de produits de haute technologie (Nikkei, 25/10)
- Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. Ltd. (TSMC), le plus grand fabricant de puces sous contrat au monde, a déclaré qu'il ne remettrait pas d'informations confidentielles sur ses clients" au gouvernement américain, dans une dernière réponse à la demande de Washington aux entreprises de puces de partager les données de leur chaîne d'approvisionnement dans un contexte de pénurie mondiale de semi-conducteurs (Caixin, 27/10)
- Tencent Holdings a lancé mercredi trois nouvelles puces de sa propre conception, permettant au géant chinois de l'internet de jouer un rôle dans les efforts de développement du pays en matière de semi-conducteurs et de s'étendre au-delà des jeux vidéo, des paiements mobiles et des médias sociaux (South China Morning Post, 3/11)
- L'essai d'un système de paiement numérique transfrontalier entre l'Asie et le Moyen-Orient a progressé au cours des huit mois qui ont suivi son lancement, selon un rapport publié mercredi (Caixin, 4/11)
- Des chercheurs de l'Université de sciences et technologie de Chine affirment que leur ordinateur quantique de 66 qubits baptisé Zuchongzhi 2 est 1 million de fois plus rapide que le Sycamore de Google et 10 millions de fois plus rapide que le superordinateur le plus puissant du monde. Une véritable avancée dans le domaine de l'informatique quantique (Siècle Digital, 4/11)
- La candidature de la Chine à l'accord de partenariat pour l'économie numérique (DEPA) pourrait placer le pays à l'avant-garde stratégique du commerce mondial et donner un élan à la formation d'un autre pacte économique majeur, dans le sillage d'autres accords, tels que le Partenariat économique global régional (RCEP), qui sera bientôt lancé, selon des experts en commerce (South China Morning Post, 5/11)

Industrie automobile

- En août, les ventes de véhicules à énergie nouvelle (NEV) en Chine ont établi un nouveau record mensuel avec plus de 320 000 unités vendues en un seul mois, soit une augmentation de 182 % par rapport à l'année dernière, malgré une baisse de 17,8 % des ventes globales d'automobiles en glissement annuel, selon les données récemment publiées par l'Association chinoise des constructeurs automobiles (Caixin, 13/9).
- La Chine rêve de dominer le secteur de l'intelligence artificielle (IA) avant la fin de la décennie. En attendant, le ministère chargé de la Science et de la Technologie a publié en fin de semaine un ensemble de lignes directrices. Le dossier nommé « Spécifications éthiques de l'intelligence artificielle de nouvelle génération » met l'accent sur la protection des utilisateurs et dicte six grandes lignes de conduite pour une IA éthique (Le Figaro, 4/10)
- Manifestement, les progrès en rapidité de recharge pour les voitures électriques s'annoncent fulgurants. Une société basée à Hong-kong vient de présenter une recharge d'une puissance de 900 kW ! De quoi faire le plein d'électrons en moins de 5 minutes (Desten, 1/11)

Business & Finance

- La Chine prévoit d'assouplir les restrictions sur la capacité des banques nationales à accorder des prêts libellés en yuan à l'étranger, une nouvelle étape dans sa stratégie visant à stimuler l'utilisation mondiale de la monnaie chinoise (Caixin, 23/9)
- La Chine et l'UE devraient publier le premier ensemble de normes de classification communes pour la finance durable d'ici la fin de l'année, une initiative qui vise à faciliter l'émission d'obligations vertes et d'autres produits d'investissement de ce type par les entreprises sur les marchés étrangers, selon Chen Yulu, gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine (PBOC) (Caixin, 27/9)
- L'offre de 5 milliards de yuans (782 millions de dollars) de dette offshore émise par le gouvernement municipal de Shenzhen, dans la province du Guangdong (sud de la Chine), a été officiellement cotée sur le Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (HKEX) mercredi, marquant la réussite de la première offre de dette offshore émise par un gouvernement local du continent chinois dans le cadre de l'ouverture des marchés financiers nationaux (Global Times, 21/10)
- L'une des évolutions les plus importantes de la décennie 2000 a été la croissance rapide du commerce, des investissements et des flux financiers officiels de la Chine vers l'Afrique. Bien que les liens commerciaux et d'investissement de la Chine avec le continent africain aient connu une croissance considérable, la caractéristique la plus frappante de la relation Chine-Afrique a été le financement chinois du développement des infrastructures. Entre 2000 et 2019, la Chine a engagé près de 153 milliards de dollars US en faveur d'emprunteurs du secteur public africain. Les financements chinois à l'Afrique ont été principalement acheminés par la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine, et les entreprises chinoises ont construit des infrastructures vitales, notamment des routes, des chemins de fer, des ports, etc (ORF, 27/10)
- Pour rattraper son retard dans le domaine des semi-conducteurs, Pékin multiplie discrètement les acquisitions à l'étranger, y compris en France, en se dissimulant derrière des sociétés écrans. Le 13 mai, le fonds d'investissement chinois Wise Road Capital a déposé une offre de rachat sur l'entreprise française Unity Semiconductor (SC) SAS, comme l'indique la plate-forme spécialisée de données financières Refinitiv (Le Monde, 3/11)

Economie

- Les investissements directs étrangers (IDE) en Chine continentale ont augmenté de 22,3 % par rapport à l'année précédente, atteignant 758,05 milliards de yuans (113,78 milliards USD) au cours des huit premiers mois de l'année, a annoncé jeudi le ministère du Commerce (MOC). Les investissements étrangers dans le secteur des services ont également augmenté de 25,8 % par rapport à l'année précédente, atteignant 599,33 milliards de yuans au cours de la même période (The Economist, 20/9)
- Le géant sud-coréen des puces mémoire SK Hynix s'est associé au gouvernement de Wuxi, une ville située dans l'est de la province chinoise du Jiangsu, pour créer le parc industriel des circuits intégrés Chine-Corée, dans le cadre de la marche de Pékin vers l'autosuffisance en matière de semi-conducteurs (South China Morning Post, 11/10)

Construction navale

- Une unité de China Cosco Shipping, l'une des plus grandes sociétés de transport maritime et de logistique au monde, a conclu un accord avec Hamburger Hafen und Logistik (HHLA) pour acquérir une participation de 35 % dans Container Terminal Tollerort (CTT) dans le port de Hambourg, étendant ainsi le réseau mondial de terminaux du géant chinois du transport maritime en Europe (Caixin, 23/9)
- Le Parlement grec a approuvé un nouveau contrat qui permet au géant public chinois du transport maritime Cosco d'acquérir une participation supplémentaire de 16 % dans l'Autorité portuaire du Pirée (APP), portant ainsi sa part totale de propriété à 67 % (The Maritime Executive, 30/9)

Télécoms

- Une étude menée par l'agence nationale de cybersécurité lituanienne a révélé que les smartphones phares de Xiaomi sont dotés de fonctions de censure dormantes qui peuvent être activées à distance (Reuters, 22/9)

- L'autorité américaine de régulation des télécommunications a annoncé les détails d'un fonds de 1,9 milliard de dollars qui permettra de payer les entreprises de télécommunications rurales pour qu'elles retirent et remplacent les équipements et services des fabricants chinois Huawei et ZTE, considérés comme des menaces pour la sécurité nationale (Caixin, 29/9)
- Xiaomi Corp. a dépassé Apple et Samsung au troisième trimestre de cette année pour remporter la couronne des ventes de smartphones 5G en Europe centrale et orientale grâce à la popularité de ses modèles de téléphones économiques. Pour les trois mois jusqu'en septembre, la part de Xiaomi sur le marché des téléphones 5G de la région a bondi à 41,8 %, contre 4,3 % à la même période l'an dernier, selon un rapport publié mardi par Strategy Analytics (Caixin Global, 7/10)
- Une unité de Huawei Technologies Co. Ltd. a remporté un contrat pour aider à construire ce qu'elle considère comme le plus grand projet de stockage d'énergie au monde en Arabie saoudite, a annoncé lundi la société, qui cherche à s'étendre au-delà de son activité principale de matériel de télécommunications (Caixin Global, 19/10)

Géopolitique/Géostratégie

- L'UE devrait concevoir le Global Gateway et l'aspect international du Green Deal européen comme des éléments d'une stratégie unique qui se renforcent mutuellement. L'Europe deviendrait ainsi un partenaire clé de la transformation verte de l'Afrique, au bénéfice des deux continents (ECFR, 29/9)
- Un rapport de l'Idate alerte sur le risque de domination chinoise dans la technologie dont le déploiement a accéléré avec la pandémie de Covid (Le Monde, 8/10)
- La Chine est déterminée à établir un pied-à-terre géostratégique dans le nouvel Afghanistan dirigé par les Talibans. Il y a dix ans, la Chine a fait une incursion dans l'espace stratégique afghan en signant des accords avec le gouvernement afghan dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'électricité et des champs pétrolifères - bien que l'environnement politique chaotique de l'Afghanistan ait empêché tout progrès réel. La Chine a ensuite joué un rôle clé dans la facilitation des pourparlers de paix avec les talibans à partir de 2014. Avec le retour des talibans au pouvoir, la Chine peut à nouveau promouvoir ses intérêts (East Asia Forum, 8/10)
- Selon le ministre de la Défense taiwanais, la tension militaire est au plus haut depuis 40 ans avec la Chine continentale. La récente déclaration de Joe Biden à propos du soutien que son pays apporterait à l'Île en cas d'attaque a fait monter d'un cran l'inquiétude, laissant redouter aux observateurs du monde entier que les États-Unis ne soient en train de sortir de leur traditionnelle « ambiguïté stratégique » – ce statu quo qui leur permet de livrer des armes sans reconnaître officiellement la souveraineté de l'Île, ni définir précisément la nature de l'aide en cas de conflit (Etudes Economiques du Crédit Agricole, 27/10)

Energie/Environnement

- La Chine possède près de la moitié de la capacité mondiale de production d'électricité à partir du charbon. Mais alors que le pays se prépare à atteindre le pic de ses émissions nationales de carbone d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2060, sa participation continue au développement de l'énergie au charbon à l'étranger attire de plus en plus l'attention des parties prenantes mondiales (China Dialogue, 8/9)
- La Chine augmente sa capacité de production d'hydroélectricité par pompage - un élément crucial du plan d'action climatique du pays - après avoir échoué à atteindre son objectif pour 2020 (South China Morning Post, 15/9)
- La Chine ne construira pas de nouveaux projets de centrales électriques au charbon à l'étranger, a déclaré le président chinois Xi Jinping dans un discours prononcé mardi devant l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), ajoutant que le pays redoublera d'efforts pour réaliser ses engagements en matière de climat. Xi Jinping a également déclaré que le pays soutiendrait davantage les pays en développement dans le développement d'énergies vertes et à faible émission de carbone, selon la transcription de son discours prononcé par vidéo et publié par l'agence de presse étatique Xinhua (Reuters, 22/9)
- La Chine est confrontée à une pénurie d'énergie sans précédent. Il y a trois raisons principales à cela : (i) l'empressement des gouvernements locaux à se conformer à leurs objectifs en matière d'émissions, (ii) l'écart entre l'offre et la demande de charbon et (iii) le plafonnement des prix de l'électricité, qui laisse la demande insensible à l'augmentation des coûts de production de l'électricité (Natixis Global Research, 1/10)

- En République démocratique du Congo, le président Felix Tshisekedi a récemment ordonné la renégociation d'un accord de 6 milliards de dollars entre la société publique de commerce de matières premières et d'exploitation minière Gecamines et un consortium de sociétés chinoises dirigé par Sinohydro et China Railway Engineering Corporation pour développer une mine de cuivre et de cobalt. Kinshasa maintient qu'elle n'a pas beaucoup profité de cet accord, mais Pékin affirme avoir construit plusieurs projets dans la nation centrafricaine malgré les obstacles, notamment le manque d'électricité pour développer la mine (South China Morning Post, 11/10)
- Le plus grand producteur de pétrole offshore de Chine, China National Offshore Oil Corp (CNOOC), a annoncé vendredi qu'il mettrait en service la première plateforme pétrolière offshore de Chine équipée d'une technologie intelligente, ce qui pourrait accroître de 30 % l'efficacité des opérations (Global Times, 15/10)
- La Chine a présenté jeudi aux Nations unies son engagement actualisé de réduction des émissions, connu sous le nom de "contributions déterminées au niveau national" (CDN), quelques jours avant la conférence sur le climat COP26 à Glasgow. Toutefois, les observateurs du climat ont qualifié cette mise à jour de modeste et ont déclaré qu'elle ne permettait pas d'améliorer de beaucoup les ambitions de la Chine (South China Morning Post, 29/10)
- Le géant chinois du pétrole Sinopec a annoncé jeudi la signature d'un accord sur 20 ans avec l'américain Venture Global pour s'approvisionner en gaz naturel liquéfié (GNL), une rare embellie dans les relations commerciales sino-américaines (La Tribune, 4/11)
- Les fabricants de turbines chinois ont fait de leur marché local de l'énergie éolienne le plus important du monde grâce à un rythme effréné d'installations. Aujourd'hui, ces géants veulent prendre une plus grande part de la demande mondiale en plein essor (Caixin, 4/11)
- La Chine et l'UE ont formulé un ensemble de normes reconnues conjointement pour définir les projets verts, une initiative qui vise à aider les entreprises durables des deux marchés à attirer davantage d'investissements transfrontaliers (Caixin, 5/11)

BRI/OBOR

- L'Union européenne va lancer "Global Gateway" pour concurrencer l'initiative chinoise "Belt and Road", un réseau massif et géopolitiquement influent d'investissements dans les infrastructures et les transports que Pékin utilise pour relier ses exportateurs aux marchés occidentaux (Politico, 15/9)
- Les flux économiques entre la Chine et l'Europe se réalisent essentiellement par l'Europe du Nord. Dans ses objectifs de développer l'économie du centre de la Chine, en installant des usines à haute valeur ajoutée à l'image de l'automobile ou de l'informatique, le gouvernement de Pékin a voulu privilégier des trains en liaison directe avec le cœur de l'Europe, et notamment au Nord et dans le centre du continent (Ports et corridors, 17/9)
- Les responsables chinois à Pékin et les diplomates chinois basés à Yangon s'inquiètent de ce que des forces à l'intérieur du Myanmar cherchent à fomenter des troubles anti-chinois et prévoient peut-être d'attaquer les deux oléoducs et gazoducs chinois dans le pays. Selon plusieurs sources informées, l'ambassade de Chine a fait part de ses inquiétudes à la junte militaire de Naypyitaw (The Irrawaddy, 24/9)
- La route de transport internationale transcaspienne, connue sous le nom de corridor médian, était en cours de développement dans le cadre de l'initiative "Belt and Road" (BRI) de Pékin depuis plusieurs années. Ce réseau de 6 500 kilomètres de routes, de voies ferrées et de ports traversant le Kazakhstan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, puis la Turquie et/ou la mer Noire, a pour objectif de réduire les délais d'expédition de 60 jours par voie maritime à 15 jours. Il est soutenu par des milliards de dollars de prêts et de subventions du gouvernement chinois (Eurasianet, 27/9)
- Avant même que l'initiative "Belt and Road" ne clarifie les intentions stratégiques de la Chine, l'Europe avait déjà connu des afflux importants de capitaux chinois, utilisés pour s'emparer de tout, des marques en perte de vitesse aux infrastructures à grande échelle. L'UE et de nombreux États européens ont déjà accéléré leurs plans visant à renforcer ou à lancer des processus de filtrage des investissements (GMF, 28/9)
- L'initiative "Belt & Road" (BRI) de la Chine a laissé à un certain nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire des "dettes cachées" d'un montant total de 385 milliards de dollars, rapporte le Financial Times. De nouvelles recherches suggèrent que les dettes financières de nombreux pays liées à la BRI

ont été systématiquement sous-déclarées pendant des années (Financial Times, 29/9)

- La semaine dernière, de hauts responsables de l'administration Biden se sont rendus pour la première fois dans des pays en développement afin de repérer des investissements potentiels dans des projets d'infrastructure. Sous la rubrique "Build Back Better World", il s'agissait de la première salve d'une bataille visant à contrer l'initiative "Belt and Road" de la Chine, qui représente des milliards de dollars (Foreign Policy, 4/10)
- Pour la deuxième année consécutive, le dirigeant chinois Xi Jinping a émis un nouvel engagement étonnamment ambitieux pour aider à lutter contre le changement climatique. En septembre 2020, lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies, Xi a stupéfié la plupart des observateurs en engageant la Chine à réduire ses émissions de dioxyde de carbone à zéro sur une base nette d'ici 2060 - un engagement qui a ensuite été élargi pour inclure toutes les émissions de gaz à effet de serre, ce qui le rend encore plus ambitieux (Lawfare, 4/10)
- Dans un virage ambitieux, le Pakistan et la Chine ont convenu de développer la côte de Karachi, délaissant peut-être Gwadar comme scène centrale du projet "la Ceinture et la Route" au Pakistan, à la suite de problèmes persistants dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du pays (Nikkei Asia, 5/10)
- Le président chinois Xi Jinping a annoncé jeudi que la Chine allait créer un centre mondial d'innovation et de connaissances sur le transport durable et développer plus rapidement une initiative "Belt and Road" verte et numérique, dans le cadre des vastes contributions du pays au développement du transport durable mondial (Global Times, 14/10)
- La Route de la soie numérique est la dimension technologique de l'initiative "Belt and Road" de la Chine, la vision emblématique de la politique étrangère de Xi Jinping. Elle progresse dans plusieurs domaines : réseaux sans fil, caméras de surveillance, câbles sous-marins et satellites. Bien qu'elles ne soient pas exhaustives, ces activités numériques de la Chine s'étendent littéralement du fond de l'océan à l'espace extra-atmosphérique, et elles permettent l'IA, les applications de big data et d'autres technologies stratégiques. Dans ces quatre domaines, la Chine gagne du terrain à l'échelle mondiale et se positionne pour récolter des récompenses commerciales et stratégiques, en particulier avec la croissance des économies émergentes (Reconnecting Asia, 19/10)

Science

- Des physiciens chinois affirment avoir construit deux ordinateurs quantiques dont les performances dépassent celles de leurs concurrents occidentaux. Il s'agit d'une machine supraconductrice et d'un type encore plus rapide qui utilise des photons lumineux pour obtenir des résultats jamais vus auparavant (South China Morning Post, 26/10)

Blockchain

- La startup de blockchain Cypherium, basée à New York, a annoncé un partenariat stratégique avec Blockchain Services Network (BSN), un fournisseur d'infrastructure de réseau développé en Chine pour les blockchains, afin de réduire les coûts pour les développeurs de blockchain, selon un communiqué de presse publié jeudi (Technode, 14/10)

Industrie du luxe

- Fosun Fashion Group a changé de nom et s'appelle désormais Lanvin Group. Outre la maison de luxe Lanvin, le groupe de Shanghai contrôle actuellement le chausseur de luxe italien Sergio Rossi, la marque autrichienne de sous-vêtements Wolford, la société américaine de vêtements pour femmes St. John Knits et le tailleur Caruso (Jing Daily, 11/10)

Diplomatie / Politique

- La chancelière allemande sortante, Angela Merkel, a déclaré lors d'un appel téléphonique vendredi avec le président Xi Jinping qu'elle maintiendrait une "communication étroite" avec Pékin et contribuerait à "combler les écarts" entre la Chine et l'Europe, selon l'agence de presse officielle Xinhua (Caixin, 11/9)
- La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé hier, dans son discours annuel sur l'état de l'Union devant le Parlement européen, le lancement d'un nouveau programme d'infrastructure mondiale appelé "Global Gateway". Parallèlement à la volonté de l'UE de jouer un rôle plus global et de se concentrer davantage sur la région indo-pacifique, cette stratégie vise à "approfondir

les liens commerciaux, renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales et développer de nouveaux projets d'investissement dans les technologies vertes et numériques. (Sup China, 16/9)

- La Chine a ordonné à ses entreprises qui ont enfreint la législation et les normes environnementales en République démocratique du Congo de cesser leurs activités et de quitter le pays, à un moment où le gouvernement de la nation africaine cherche à renégocier les accords "infrastructures contre minéraux" avec Pékin (South China Morning Post, 16/9)
- Pékin a critiqué la tentative de Taïwan d'adhérer à un pacte commercial transpacifique, affirmant qu'elle s'opposait à ce que l'île adhère à tout accord ou organisation internationale officielle (South China Morning Post, 23/9)
- Une délégation sénatoriale française se rendra à Taïwan la semaine prochaine malgré les objections répétées de Pékin, notamment les avertissements de l'ambassadeur chinois en France selon lesquels ce voyage "perturberait inutilement" les relations entre les deux pays (South China Morning Post, 1/10)
- À cheval entre la Méditerranée et l'Europe continentale, les Balkans ont depuis le début du siècle été écartés du jeu géopolitique en raison de leur faible taille économique et démographique. Pourtant, loin des grands dossiers brûlants, ils sont le théâtre d'un affrontement informel entre grandes puissances : les États-Unis, l'Union européenne, la Russie, la Turquie et la Chine, cette dernière profitant de l'enlisement du processus d'intégration européenne pour s'y imposer comme un partenaire incontournable (Géopolitique des Balkans, 4/10)
- La République populaire de Chine (RPC) est devenue en quelques années le plus grand client de l'Arabie saoudite depuis l'établissement, en 1990, de relations diplomatiques entre les deux pays (The Conversation, 4/10)
- L'un des éléments les plus frappants du discours sur la Chine en Éthiopie est la façon dont les récits officiels du gouvernement soulignent l'ampleur impressionnante des projets chinois, qu'il s'agisse de la construction de grandes infrastructures routières et ferroviaires ou de l'importation de biens essentiels comme les vaccins, les téléphones et les vêtements, alors que les récits populaires soulignent souvent la faible qualité de ces projets et produits (Global Voices, 12/10)
- Si la dynamique récente se maintient, le commerce de la Chine avec l'Afrique pourrait retrouver son niveau d'avant la pandémie, à mesure que les économies se remettent de son impact dévastateur (South China Morning Post, 21/10)
- L'instabilité croissante en Afrique a attiré une nouvelle fois l'attention sur la politique chinoise consistant à éviter la politique interne et à poursuivre ses activités comme si de rien n'était, ce qui soulève des questions quant à la capacité de la Chine à poursuivre cette approche (South China Morning Post, 1/11)

Réseau ferroviaire

- Section du chemin de fer Kunming-Singapour, le chemin de fer Laos-Chine est un élément fondamental de la vision chinoise du réseau ferroviaire panasiatique, projet phare de l'initiative "la Ceinture et la Route" (BRI) en Asie du Sud-Est continentale. La construction de ce chemin de fer à écartement standard de 414 kilomètres a débuté en 2016 et devrait s'achever le 2 décembre 2021, jour de la fête nationale laotienne. Le chemin de fer a été développé dans le cadre d'une coentreprise à 30/70 % entre des entreprises et des gouvernements laotien et chinois (The People's Map of Global China, 2/9)
- La première cargaison de marchandises empruntant un nouveau couloir de transport maritime, routier et ferroviaire est arrivée au port ferroviaire international de Chengdu, en Chine, après l'achèvement de la ligne ferroviaire Chengdu-Lincang. La nouvelle route partant de la frontière entre la Chine et le Myanmar offre à la Chine une meilleure connectivité avec l'océan Indien et ouvre les énormes marchés de la province du Sichuan à l'Inde et à l'Asie du Sud-Est (Silk Road Briefing, 8/9)
- Le centre économique chinois de Shanghai lancera mardi un service de train de marchandises à destination de Hambourg, en Allemagne, marquant ainsi le premier service ferroviaire transfrontalier entre Shanghai et l'Europe, ont annoncé vendredi les douanes de Shanghai (Xinhua Net, 24/9)
- Un nouveau grand centre logistique va être construit à Malaszewicze, ville frontalière de la Pologne et principale porte d'entrée de l'Europe sur la nouvelle route de la soie. Il est spécialement conçu pour gérer le trafic de fret ferroviaire entre l'Europe et la Chine. Avec cette nouvelle installation, la capacité de la zone sera multipliée par quatre (RailFreight.com, 12/10)

- Le gouvernement indonésien met en place un comité interministériel destiné à attribuer des fonds de l'Etat pour soutenir les entreprises publiques membres du consortium sino-indonésien PT Kereta Cepat Indonesia China (KCIC), à la tête du projet de ligne à grande vitesse entre Jakarta et Bandung. Le projet, qui n'impliquait initialement ni financement, ni garantie de l'Etat, fait face à d'importants retards entraînant des dépassements de coûts. L'entreprise indonésienne PT Kereta Api, membre du consortium KCIC, estime ces coûts à 8 Mds USD, contre 5,5 Mds USD au lancement du projet en 2015. Le gouvernement prévoit un soutien financier via des injections de capital et le financement des dépassements de coûts et du déficit d'exploitation (Voi, 15/10)

Aéronautique

- Le conglomérat criblé de dettes HNA Group Co. Ltd. a finalement trouvé des investisseurs stratégiques pour ses compagnies aériennes et ses aéroports, sept mois après le début officiel de sa restructuration dans le cadre de la procédure de faillite (Caixin, 3/7)
- La chaîne d'assemblage des monocouloirs d'Airbus à Tianjin produira des A321 en 2022 Le 4 novembre, en présence de M. MA Shunqing, Vice-Maire de Tianjin, Airbus a signé un accord tripartite avec la Tianjin Free Trade Zone et AVIC pour une évolution de la chaîne d'assemblage finale (FAL) des monocouloirs de la famille A320, afin de permettre la production de modèles A321neo à partir du T3 2022 (SER Ambassade de France à Pékin, 5/11)
- Le 27 octobre, le Centre de certification de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) à Shenyang a annoncé le lancement de travaux pour l'établissement de normes et standards à la certification de la navigabilité des avions électriques, en coopération avec l'Institut de recherche de l'aviation générale de la Province du Liaoning (SER Ambassade de France à Pékin, 5/11)

Défense

- La Chine a non seulement révisé et modernisé ses sous-marins nucléaires stratégiques lanceurs d'engins (SNLE) afin d'accroître leur puissance furtive et de réduire leur bruit, mais elle utilise également des tactiques trompeuses pour dissimuler leurs numéros d'identification, selon un rapport récemment publié et des analystes militaires (South China Morning Post, 9/10)
- Un magazine militaire chinois a exhorté la Chine à développer des plates-formes anti-sous-marines sans pilote pour mieux contrer les sous-marins avancés de ses rivaux, les États-Unis et le Japon (South China Morning Post, 9/10)
- L'autorité Tsai Ing-wen a déclaré que l'île se défendrait "jusqu'au dernier jour" en cas d'attaque de la Chine continentale. La plupart des gens savent qu'ils bluffent. Un récent rapport du Wall Street Journal cite plusieurs experts qui estiment que l'armée taïwanaise est "mal préparée et a un moral bas" (Global Times, 26/10)
- L'événement le plus important de la semaine dernière, a probablement été le test par la Chine d'un missile hypersonique qui a apparemment la capacité de vaincre tout système de défense américain existant. Ce missile souligne la force croissante de la Chine dans un large éventail de domaines de haute technologie, dont le missile hypersonique est le résultat (China Economic Review, 29/10)

Industrie minière

- Avec le cuivre et le cobalt, le lithium est l'une des ressources dont dispose la RDC pour jouer un rôle d'importance dans la transition énergétique en cours. Conscients de ce potentiel, les investisseurs chinois sécurisent leur approvisionnement (Agence Ecofin, 27/9)
- La République démocratique du Congo a commencé à réexaminer un accord de 6,2 milliards de dollars avec la Chine portant sur l'échange de minerais contre des infrastructures, qui fait l'objet de critiques croissantes depuis l'arrivée au pouvoir du président Felix Tshisekedi il y a près de trois ans (Bloomberg, 29/9)
- Dans un discours lu par visioconférence à la 76e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le président chinois Xi Jinping a annoncé, mardi 21 septembre, la fin des investissements chinois dans de nouvelles centrales à charbon à l'étranger. Potentiellement bénéfique, dans la lutte pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, cette décision pourrait tout de même remettre en cause la politique énergétique de plusieurs pays africains en mettant fin à des projets d'exploitation de leurs immenses réserves (Agence Ecofin, 1/10)

Industrie spatiale

- La Chine a lancé son premier satellite d'observation solaire jeudi, entrant ainsi dans une nouvelle arène de l'exploration spatiale, ont rapporté les médias d'État (South China Morning Post, 15/10)
- La Chine a lancé samedi une fusée transportant trois astronautes, dont une femme, vers le module central d'une future station spatiale où ils vivront et travailleront pendant six mois, soit la plus longue durée jamais observée en orbite pour des astronautes chinois, ou taikonautes (Reuters, 16/10)
- Des chercheurs chinois travaillent sur un moyen d'extraire l'oxygène du sol lunaire qui, espèrent-ils, servira à faire vivre les humains sur la lune à l'avenir (South China Morning Post, 20/10)

Sécurité

- Les États fédérés de Micronésie vont faire appel à un mécanisme de financement américain pour construire un câble de communication sous-marin dans le Pacifique, ont déclaré deux sources à Reuters, après avoir rejeté une proposition dirigée par une société chinoise qui était considérée comme une menace pour la sécurité par les responsables américains (Reuters, 3/9)

Agroalimentaire

- L'Académie chinoise des sciences agricoles (CAAS) a publié un plan de promotion des sujets clés au cours de la période du 14e plan quinquennal (2021-2025) afin de renforcer l'innovation scientifique et technologique agricole du pays. Ces sujets concernent la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé, la conservation des terres cultivées, la prévention et le contrôle des maladies, le développement vert, les machines agricoles intelligentes, la recherche fondamentale, la recherche frontalière et interdisciplinaire, les ressources en données et le développement régional (Bloomberg, 21/9)

Juridique

- Début janvier, le Parti communiste a publié un plan quinquennal pour le développement de "l'État de droit socialiste aux caractéristiques chinoises". La majeure partie du document est axée sur l'intérieur du pays, mais une section est consacrée aux questions étrangères. Il invite la Chine à contribuer à l'élaboration du droit international, à devenir le premier choix de juridiction pour la résolution des conflits transfrontaliers et à promouvoir l'utilisation du droit chinois à l'étranger (The Economist, 11/9)
- Les directives relatives aux nouvelles évaluations chinoises du transfert transfrontalier de données sont plus strictes que prévu, ce qui accroît les inquiétudes quant à l'augmentation des coûts de conformité pour les entreprises internationales travaillant en Chine, rapporte le South China Morning Post. L'Administration du cyberspace de la Chine (CAC), le chien de garde de l'Internet du pays, a publié vendredi un projet de directives indiquant quand et comment les entreprises doivent obtenir l'approbation de l'agence avant d'envoyer des données hors de Chine (South China Morning Post, 2/11)

Société

- Ce mardi, une mission d'information du Sénat remet un rapport sur les « ingérences étatiques extra européennes » dans l'enseignement supérieur. La Chine y figure en bonne place. À Brest, où les activités militaires et de recherche sont sensibles, la présence de Pékin est surveillée comme le lait sur le feu (Le Parisien, 5/10)

Affaires maritimes

- Le Japon a commencé à considérer la région de l'Atlantique Nord comme une destination majeure pour les investissements dans les infrastructures maritimes représentées par les installations portuaires. Les engagements croissants du Japon dans le développement de la connectivité sont visibles dans de nombreuses régions de la RIO, comme les ports de Trincomalee et Colombo au Sri Lanka, le port de Mombasa au Kenya, le port de Matarbari au Bangladesh et les infrastructures des îles Andaman et Nicobar en Inde (IFRI, 15/9)
- China International Marine Containers Group (CIMC), le plus grand fabricant de conteneurs d'expédition au monde, a annoncé qu'il avait conclu un accord avec le géant du transport maritime AP Moller-Maersk A/S pour acquérir l'unité de fabrication de conteneurs réfrigérés de la société danoise pour 1,09 milliard de dollars (Caixin, 29/9)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Nice

Olivier Le Baube, CCE Paris

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.

Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.